

Les plus riches inondés de milliards, la population au régime sec. Ça ne peut pas durer !

Les inondations des 14 et 15 juillet sont à peine passées que de nouvelles pluies intenses menacent de faire déborder les rues et les égouts encore encombrés. Les habitants n'ont pas pu déblayer ce qui reste de leurs maisons et de leurs terrains balayés par les eaux que de nouvelles difficultés s'annoncent, et c'est loin d'être fini.

Bien sûr les ministres pleurent sur les morts et s'émeuvent du sort des sinistrés ; le ministre wallon des infrastructures « exige des explications » ; le gouvernement wallon « s'engage à assurer et à coordonner la reconstruction de la Wallonie »... mais tout ça c'est pour la galerie, pour le communiqué.

La réalité, c'est la suppression de 4 casernes de la protection civile sur les six en 2017, alors que le gouvernement fédéral trouvait des milliards pour l'achat de nouveaux avions de guerre... C'est un sous-effectif chronique, des effectifs et les budgets de matériel insuffisants, ne serait-ce que pour acheter des barques à moteurs assez puissants pour faire face aux courants dans les rues inondées. C'est le nombre de pompiers professionnels réduit à 6 000, auxquels doivent s'adjoindre 12 000 volontaires, dont certains n'ont pas pu rejoindre leurs collègues pour intervenir.

Là, c'est face à des inondations exceptionnelles que l'État a fait faillite, mais hier c'était face à l'arrivée massive d'un virus que les hôpitaux se sont trouvés démunis pour sauver ceux qui pouvaient l'être. La réduction des moyens hospitaliers n'a pas permis aux soignants et à la population de se protéger. Il manquait de masques et de blouses, il manquait de lits d'hôpitaux, il manquait de personnel... comme de pompiers pour les inondations !

Qu'a fait le gouvernement ? Depuis deux ans a-t-il engagé un plan massif de recrutement et de formation de personnel hospitalier ? Non ! A-t-il annoncé un plan de recrutement et de formation de pompiers ? Non, pas plus !

Par contre des milliards ont été trouvés pour arroser les entreprises - surtout les

plus grandes - pour garantir leurs profits. Pendant ce temps, un grand nombre de travailleurs, surtout les plus précaires, se retrouvaient sans ressources, condamnés à frapper à la porte des CPAS. Comment vont s'en sortir les communes dont les finances sont déjà en déficit ? En réduisant le personnel communal ? En tapant dans les budgets sociaux ?

Dans ce monde capitaliste, les gouvernements sont au service des plus riches. Le principal objectif des ministres, c'est de maintenir les profits des actionnaires des banques et des entreprises, et que la population s'enfonçe dans les difficultés, voire dans la misère, ça ne les perturbe pas... tant qu'il n'y a pas de risque de révolte.

C'est ainsi que les ministres ont aussi réagi vis-à-vis des travailleurs immigrés. Tous savent, ministres, députés, haute administration, journalistes, qu'ils sont employés par des patrons sans scrupules pour des salaires dérisoires de quelques euros de l'heure, souvent même pas payés du tout. Ils sont logés dans des taudis par des marchands de sommeil, traqués par la police dans les gares et les rues. Nombre de membres de leurs familles et de leurs amis se sont noyés en Méditerranée pour tenter de fuir les guerres et la misère qu'elles engendrent.

Isolés, sans papiers, ils ne peuvent se défendre... Mais quand plusieurs centaines d'entre eux se sont regroupés et ont décidé de défendre leur dignité, et faire connaître leur révolte, par une grève de la faim massive, au risque de leur santé et de leur vie, les ministres n'ont plus pu fermer les yeux et se boucher les oreilles. Il semble qu'ils aient donné quelques garanties concernant l'étude des dossiers de régularisation de leurs situations pour convaincre les grévistes de se réalimenter. Les ministres tiendront-ils parole ? Ce recul du gouvernement montre ce que pourrait faire une révolte plus générale des travailleurs - avec et sans-papiers - pour obtenir des papiers, pour imposer des augmentations de salaires, pour embaucher massivement - pompiers et personnel médical bien sûr - et aussi dans les entreprises, les bureaux, l'Horeca...

Une grève qui menacerait de se généraliser ferait reculer ministres et patronat, de crainte que les travailleurs qui n'acceptent plus d'être les victimes de ce système capitaliste inhumain et catastrophique, finissent par revendiquer le pouvoir lui-même.

Continuer à subir cette société profondément injuste où une infime minorité de

riches décident de tout pour maintenir leurs privilèges, on voit où cela nous conduit : de difficultés en catastrophes, de concurrences qui désorganisent l'activité économique en guerres contre la Chine ou la Russie qui menacent à l'horizon. Le monde va mal, il faut le changer, les travailleurs en ont le pouvoir en s'organisant.